

Campagne électorale au Burundi dans un contexte de pandémie et d'intimidation

PANA, 27 avril 2020 Nairobi, Kenya - La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 20 mai a officiellement débuté ce lundi, dans un contexte de pandémie de COVID-19 et de manœuvres d'intimidation persistantes exercées par des éléments politiques armés, a déclaré aujourd'hui Amnesty International.

"Le climat politique est extrêmement tendu au Burundi, et des institutions privées qui ont pris des mesures pour lutter contre le COVID-19 ont été menacées de sanctions. Compte tenu de l'importance des enjeux actuels, le respect des droits humains des Burundais et Burundaises devrait être au centre des décisions qui sont prises en cette période électorale", a déclaré Deprose Muchena, directeur régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe d'Amnesty International. Les Imbonerakure, les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD) sont accusés d'avoir créé la terreur électorale. Des réfugiés qui ont fui, ont invariablement dit à Amnesty International avoir été harcelés par les Imbonerakure en raison de leur opposition réelle ou supposée au pouvoir en place. "Ils étaient surveillés de très près et menacés quand ils ne participaient pas aux rassemblements organisés par le parti au pouvoir", a dit M. Muchena. Des membres du principal parti d'opposition, le Congrès National pour la Liberté (CNL), ont eux aussi été maintes fois menacés, attaqués, arrêtés et même tués à cause de leur affiliation politique. L'an dernier, des organisations et des médias qui auraient normalement fourni des informations indépendantes ont été fermés ou réduits au silence. Le Bureau des Nations Unies pour la protection des droits humains a été fermé en février 2019. La radio de la BBC et la VOA (Voice of America) ont reçu l'interdiction de diffuser leurs programmes dans le pays, et la plupart des médias et organisations de défense des droits humains indépendants locaux ont eux aussi été fermés - et un grand nombre de leurs employés ont fui le pays. Les courageux défenseurs des droits humains et journalistes qui continuent à travailler dans le pays, et qui sont peu nombreux, font l'objet de manœuvres de harcèlement et d'intimidation incessantes, notamment de menaces de mort et de poursuites judiciaires basées sur des accusations fallacieuses, a déclaré Amnesty International.